



ORDER IN COUNCIL

ORDER

1. Paragraph 6 of Order in Council 89/2011, as amended by Orders in Council 441/2011 and 23/2013, is amended by striking out "September 30, 2013" and substituting "December 15, 2013".
2. This Order is effective immediately.

AUTHORITY

Subsection 83(1) and section 96 of *The Manitoba Evidence Act*, C.C.S.M. c. E150, state in part:

Appointment of commission

83(1) Where the Lieutenant Governor in Council deems it expedient to cause inquiry to be made into and concerning any matter within the jurisdiction of the Legislature and connected with or affecting

...
(c) the administration of justice within the province;

...
(f) any matter which, in his opinion, is of sufficient public importance to justify an inquiry;

he may, if the inquiry is not otherwise regulated, appoint one or more commissioners to make the inquiry and to report thereon.

Power to make rules

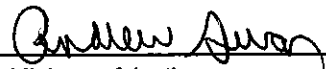
96 The Lieutenant Governor in Council may make provision, either generally in regard to all commissions issued and inquiries held under this Part, or specially in regard to any such commission and inquiry, for

...
(c) all such acts, matters, and things, as are necessary to enable complete effect to be given to every provision of this Part.

BACKGROUND

The commissioner appointed by Order in Council 89/2011 to inquire into the circumstances surrounding the death of Phoenix Sinclair has requested a further extension of time to complete the inquiry and deliver a final report to the Minister of Justice and Attorney General.

RECOMMENDED:


Minister of Justice

APPROVED BY EXECUTIVE COUNCIL:


Presiding Member

ORDERED:


Lieutenant Governor

June 12, 2013
Date



DÉCRET

DÉCRET

1. Le paragraphe 6 du décret 89/2011, modifié par le décret 441/2011 et le décret 23/2013, est modifié par substitution, à « le 30 septembre 2013 », de « le 15 décembre 2013 ».
2. Le présent décret prend effet immédiatement.

DISPOSITION HABILITANTE

Le paragraphe 83(1) et l'article 96 de la *Loi sur la preuve au Manitoba*, c. E150 de la *C.P.L.M.*, prévoient notamment ce qui suit :

« Nomination de commissaires

83(1) Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire instituer une enquête sur toute affaire relevant de la compétence de la Législature et touchant ou ayant trait, selon le cas :

[...]

c) à l'administration de la justice dans la province;

[...]

f) à toute affaire qui, de son avis, est d'une importance publique suffisante pour justifier une enquête,

il peut, s'il n'est pas prévu d'enquête par ailleurs, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire l'enquête et en faire rapport.

[...]

Règles

96 Le lieutenant-gouverneur en conseil prend des dispositions, soit générales relativement à toutes les commissions qui sont délivrées et à toutes les enquêtes qui sont tenues sous le régime de la présente partie, soit spécifiques à leur égard, pour les affaires suivantes :

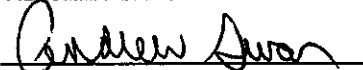
[...]

c) les actes, les affaires et les choses qui sont nécessaires afin d'assurer l'application de toutes les dispositions de la présente partie ».

JUSTIFICATION

Le commissaire nommé par le décret 89/2011 pour enquêter sur les circonstances du décès de Phoenix Sinclair a demandé une prolongation afin de terminer son enquête et de remettre un rapport au ministre de la Justice et procureur général.

RECOMMANDATION :


Ministre de la Justice

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF :


Président

FAIT PAR :


Lieutenant-gouverneur

12 juin 2013

Date